

Situation des libertés publiques en Hongrie, attitude du PPE face à Viktor Orbán, horizons pour la gauche alternative en Europe centrale... Entretien avec [Marie-Christine Vergiat](#), députée européenne Front de gauche (groupe GUE/NGL) et membre de la Commission des libertés civiles (LIBE) du Parlement européen.

Quels étaient les enjeux de l'audience sur la situation hongroise organisée le 27 février dernier par la Commission des libertés du Parlement européen ?

[L'audition du 27 février portant sur la situation des libertés publiques en Hongrie](#) s'inscrit dans le travail de suivi du Parlement européen. Celui-ci a adopté un certain nombre de résolutions concernant ce pays, dont la dernière remonte à juin 2015. Il était déjà question de la situation migratoire, mais nous avons alors été alertés par un certain nombre de déclarations fracassantes de Viktor Orbán - dont il n'est pas avare -, concernant notamment la peine de mort^[1]Retrouver [l'article de Hulala sur ce sujet](#).

Il y a pas mal de choses qui se sont produites en Hongrie depuis, toujours en lien avec la crise des réfugiés, comme le montre le nombre croissant de rapports d'ONG sur ces sujets. Parmi les éléments d'inquiétude, il y a également la situation des organisations non gouvernementales accusées de recevoir des financements étrangers. Ça n'est pas sans rappeler des choses qui se passent dans d'autres pays qui ont des problèmes avec les droits de l'Homme, comme la Russie ou encore Israël.

Nous sommes quelques-uns à avoir demandé un débat en séance plénière sur la situation en Hongrie. Mais sous la pression du Parti populaire européen (PPE), auquel appartient le Fidesz de Viktor Orbán, il a été décidé qu'il n'y aurait pas de débat tant que la commission des libertés civiles n'aura pas de nouveau travaillé la question.

Comment les députés assistant à l'audience ont-ils accueilli les réponses faites par László Trocsányi, ministre hongrois de la justice, qui était présent ?

Je ne veux pas engager mes autres collègues, mais le ministre nous a fait un discours qui était, par certains aspects très langue de bois et par d'autres un peu provocateur. Sur la question migratoire, il a commencé en rappelant l'histoire de la Hongrie en la matière, en mélangeant d'une façon un peu curieuse la façon dont le pays a accueilli les réfugiés aux frontières serbe et croate au moment de la guerre en Yougoslavie avec la situation des réfugiés hongrois de 1956. Il a beaucoup insisté sur la différenciation entre réfugiés et migrants économiques, en précisant que la situation d'un Syrien d'Alep n'était pas la même que celle d'un ressortissant marocain. Or, il me semble que les migrants qui ont été condamnés à Röszke^[2]Retrouver [l'article de Hulala sur ce sujet](#), n'étaient pas des ressortissants marocains, mais bien des réfugiés potentiels y compris syriens.

« Le PPE laisse, en quelque sorte, les députés

hongrois en première ligne comme si les autres députés du groupe n'avaient pas vraiment envie de prendre position. »

Pour ce qui concerne les députés du PPE présents, ils étaient quasiment tous hongrois. Étaient même présents des députés de la droite hongroise qui ne sont pas membres de la commission des libertés civiles, ainsi que quelques députés conservateurs issus des minorités hongroises des pays frontaliers^[3]Le PPE compte en son sein plusieurs députés issus des minorités hongroises de Slovaquie et de Roumanie, à l'instar de Pál Csáky (Parti de la communauté hongroise, SMK-MKP), Iuliu Winkler et Csaba Sógor (Union démocrate magyare de Roumanie, UDMR-RMDSz).. Ça n'est pas la première fois que ça arrive et c'est un peu étonnant. Le PPE laisse, en quelque sorte, les députés hongrois en première ligne comme si les autres députés du groupe n'avaient pas vraiment envie de prendre position. C'est une hongroise, Mme Kinga Gál, qui est vice-présidente de la commission, qui est notamment intervenue parmi les premiers orateurs. Si j'étais membre du PPE, je ne ferais pas monter au créneau des députés du pays concerné, surtout en première ligne parce qu'ils ne peuvent que manquer d'objectivité. Il faut traiter ces questions avec un minimum de distance.

Le fait que le Fidesz soit membre du PPE explique-t-il le « deux poids deux mesures » quant au comportement des institutions européennes face à la Hongrie et à la Pologne ?

Il y a beaucoup d'hypocrisie sur l'ensemble de ces dossiers, quels que soient les pays concernés. Si la Hongrie semble en première ligne, c'est parce qu'elle accumule les préoccupations depuis l'arrivée au pouvoir de M. Orbán. Il y a des raisons de s'interroger sur l'évolution de la situation en Hongrie, y compris lorsque M. Orbán veut instaurer une démocratie « illibérale »^[4]Retrouver [l'article de Hulala sur ce sujet](#) et prend comme modèles des gens comme M. Poutine ou M. Erdoğan. Même les députés du PPE en général ont tendance à critiquer cela.

Le gouvernement polonais semble bien s'entendre avec le gouvernement hongrois et l'a souvent pris comme modèle pour justifier certaines réformes^[5]Retrouver [l'article de Hulala sur ce sujet](#). Les deux pays partagent énormément de positions, mais il est vrai que le PPE est beaucoup plus offensif sur la situation en Pologne. Peut-être parce que les députés du PiS (Droit et Justice) le parti qui gouverne aujourd'hui à Varsovie, est membre du groupe conservateur alors que les députés de la Plateforme civique (PO) qui les ont précédés sont membres du PPE. C'est assez triste que nombre de parlementaires européens ne semblent pas capables de se positionner sur des situations nationales en faisant abstraction de la couleur politique des gouvernements concernés. A l'inverse, je trouve bien qu'il y ait pu y avoir un débat en plénière sur la Roumanie après le récent mouvement de mobilisation sur la remise en cause des lois contre la corruption. Chacun a ses opinions politiques, mais ça ne devrait pas nous empêcher de débattre de situations surtout quand elles portent atteintes aux droits fondamentaux.

Comment se positionne la Commission européenne sur la situation hongroise ?

Ça arrange bien tout le monde qu'on n'en parle pas, notamment ceux qui ont la majorité dans les institutions européennes. Je n'ai pas vu de réactions récentes, mais il est vrai que la Commission n'est pas allante. Une procédure d'infraction a été engagée en décembre 2015 en ce qui concerne la législation de la Hongrie sur le droit d'asile et pour le moment, on est au point mort. On va essayer de relancer la procédure au Parlement européen après l'audition du 27 février en Commission des libertés publiques.

On est dans une période politique difficile où le groupe de Visegrád s'agite dans tous les sens et constitue une menace pour la cohésion de l'Union européenne elle-même.

Sur la Hongrie, le Parlement européen n'a pas dit son dernier mot. Les députés européens ont voté en octobre dernier le [projet de résolution contenu dans le rapport de Sophia In't Veld](#), dont l'objet est de sanctionner les « manquements perçus à la démocratie, à l'Etat de droit et aux droits fondamentaux » dans les États membres. C'est une tentative de réponse face à l'impossibilité d'utiliser l'article 7 des Traités dans des cas de violations des droits fondamentaux et des valeurs de l'UE telles que définis notamment par l'article 2 des mêmes Traités. Ce rapport est un peu la suite du rapport de Rui Tavares sur la situation des droits fondamentaux et les réformes constitutionnelles en Hongrie (2013)^[6] Retrouver [l'article de Hulala sur ce sujet](#). La proposition est de créer un mécanisme qui permette un suivi permanent sur la situation des droits fondamentaux à l'intérieur de l'Union et de préconiser des recommandations en cas de franchissement de ligne rouge. C'est calqué sur ce qui se fait déjà au sujet de pays extérieurs à l'UE et cela répond au reproche de certains de stigmatisation de certains pays, et de la Hongrie en particulier.

Quelle est l'influence des pays de Visegrád (Pologne, Hongrie, Tchéquie et Slovaquie) sur le débat européen ?

J'ai souvent l'impression que c'est leur position qui domine sur un certain nombre de sujets et notamment en matière de migrations.

En réalité, personne ne combat leur position sur ces questions au sein du Conseil européen. Aucun chef d'État ou de gouvernement ne propose d'alternative. Mme Merkel en accueillant les réfugiés en 2015 et M. Juncker avec le mécanisme de relocalisation ont bien essayé, mais on sait ce qu'il en est advenu^[7] C'est notamment suite à la proposition de « quota de réfugiés » que le groupe de Visegrád a été réactivé par la Hongrie. Viktor Orbán a même engagé un référendum sur le sujet, mais ce dernier a été invalidé..

C'est pourtant dramatique que les États membres de l'UE ne soient pas à la hauteur de la situation et sont incapables d'un minimum de solidarité. Leur position est à l'opposé : de plus en plus empêcher toutes celles et tous ceux qui ne seraient pas des « bons » réfugié-e-s d'entrer sur le territoire européen. Toutes celles et tous ceux qui ne pourraient accéder à la protection internationale seraient des migrants économiques et donc de « mauvais migrants » qu'il faudrait refouler.

« Ceux à qui on veut refuser l'accès de l'UE sont ceux qui viennent du Sud. J'appelle ça du racisme. »

Or, les derniers chiffres publiés sur les migrations légales en 2015 montrent que 2,5 millions migrants légaux sont arrivés sur le territoire de l'UE (tous statuts confondus). Parmi eux 500 000 Ukrainiens dont 450 000 sont arrivés en Pologne avec un titre de travail ! Eux seraient donc de « bons migrants » - ce sont pourtant des migrants économiques ? Alors que, durant la même période, seulement 100 000 Syriens sont arrivés légalement dans l'UE. Quelle politique migratoire mène-t-on ? Avec quels pays ? On différencie les migrants selon leur pays d'origine. Ceux à qui on veut refuser l'accès de l'UE sont ceux qui viennent du Sud. J'appelle ça du racisme.

Il y a une position très majoritaire du Parlement européen pour dire qu'il faut accueillir les réfugiés et ouvrir des voies légales tant pour les réfugiés que les migrants. C'est le meilleur moyen d'empêcher l'immigration clandestine, de lutter contre les passeurs et les trafiquants et d'éviter les morts en Méditerranée. Mais quand on voit l'évolution des propositions législatives qui nous sont adressées depuis quelques mois, à nous députés européens, on voit bien que l'obsession est : « contrôler, contrôler, contrôler encore et toujours plus les frontières » pour empêcher les migrants dits irréguliers d'arriver dans l'Union.

Quand la France et l'Allemagne s'accordent sur l'objet d'une Europe à plusieurs vitesses, ça s'adresse directement au groupe de Visegrád ?

Il s'agit en fait d'une tentative désespérée pour sauver l'Union européenne. On appelle ça la réponse au Brexit, mais en réalité c'est aussi une réaction à la poussée de l'extrême droite un peu partout en Europe et notamment en France. Ce que je constate, c'est que dans les propositions mises en avant, on cherche essentiellement à compléter l'Union économique et monétaire et à mettre en place une Union de la défense. Ce n'est pas vraiment ce que demandent les citoyens européens. Quand on regarde le « Parlemètre » (le sondage annuel du Parlement européen sur l'opinion des citoyens européens), ils demandent d'abord une réelle Europe sociale. Or, c'est justement sur ce sujet, que le groupe de Visegrád est le plus bloqué. Ce sont des grands partisans de la liberté de circulation des travailleurs détachés sans contrôle, au nom de la liberté d'entreprise^[8] Retrouver [l'article de Hulala sur ce sujet](#).

« [Stopper le dumping social :] le groupe de Visegrád ne veut pas en entendre parler. »

Le Parlement européen est, lui, plutôt favorable à des avancées sociales même si cela ne va pas aussi loin que j'aimerais. Ainsi, sur la réforme de la directive des travailleurs détachés, l'idée est d'avoir un texte qui permette aux travailleurs détachés dans n'importe quel État membre de

bénéficiaire des protections du pays d'accueil, ceci afin de stopper le dumping social. Le groupe de Visegrád ne veut pas en entendre parler. Sa vision c'est : « je prends dans l'Europe uniquement ce qui m'intéresse et correspond à mes positions ».

Le groupe de Visegrád revendique surtout un retour à une logique intergouvernementale face au pouvoir de la Commission européenne...

L'Union européenne est déjà très intergouvernementale et tend d'ailleurs à l'être de plus en plus ! Ces pays veulent juste le moins de compétence possible pour l'UE. J'ai suivi leur réunion à Varsovie vendredi dernier^[9] Référence à la réunion du groupe de Visegrád le 27 février 2017 à Varsovie, ils revendiquent plus de souverainisme national, c'est tout. Ce qui n'est pas la même chose que la seule intergouvernementalité. Leurs positions sont proches de l'UKIP, voire du Front national ou d'autres partis d'extrême droite en Europe.

Dans ce contexte, la question de l'accès de ces pays aux fonds européens peut se poser. Ils en sont largement bénéficiaires. Est-ce que cela peut durer s'ils refusent toute solidarité européenne ?

Est-ce que le Parti de la gauche européenne (PGE) a des relais dans ces pays ? Comment analysez-vous la situation de la gauche alternative en Europe centrale ?

La gauche alternative a du mal à trouver des débouchés politiques dans ces pays. La dernière fois que j'ai été en Hongrie, j'ai assisté notamment à l'université d'été du LMP et j'ai trouvé cela intéressant. C'était au moment où ils discutaient de leur stratégie vis-à-vis du Parti socialiste hongrois (MSZP). Et cela a provoqué une scission.

Le PGE (Parti de la Gauche européenne) a des interlocuteurs mais c'est souvent difficile car on y agite un anticommunisme « primaire » en oubliant notamment que l'Histoire n'est pas la même à l'Est et à l'Ouest. La gauche alternative européenne n'a pas bien mené le débat sur ces questions. Et ce qui me frappe, pour avoir effectué plusieurs missions dans la région, c'est que nous sommes pourtant souvent en phase avec la société civile, laquelle partage bien plus que ses dirigeants les valeurs « européennes » de démocratie, d'Etat de droit et de droits de l'Homme. C'est peut-être d'ailleurs pour ça que M. Orbán a raté son référendum faute de participants.

Entretien réalisé par téléphone le 6 mars 2017 par Ludovic Lepeltier-Kutasi. Les réponses ont été relues et complétées par écrit par Mme Vergiat.

Notes

Notes

↑ 1 Retrouver [l'article de Hulala sur ce sujet](#)

↑ 2 Retrouver [l'article de Hulala sur ce sujet](#)

Le PPE compte en son sein plusieurs députés issus des minorités hongroises de Slovaquie et de Roumanie, à l'instar de Pál Csáky (Parti de la communauté hongroise, SMK-MKP), Iuliu Winkler et Csaba Sógor (Union démocrate magyare de Roumanie, UDMR-RMDSz).

↑4 Retrouver [l'article de Hulala sur ce sujet](#)

↑5 Retrouver [l'article de Hulala sur ce sujet](#)

↑6 Retrouver [l'article de Hulala sur ce sujet](#)

C'est notamment suite à la proposition de « quota de réfugiés » que le groupe de Visegrád a été réactivé par la Hongrie. Viktor Orbán a même engagé un référendum sur le sujet, mais ce dernier a été invalidé.

↑8 Retrouver [l'article de Hulala sur ce sujet](#)

↑9 Référence à la réunion du groupe de Visegrád le 27 février 2017 à Varsovie